

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

NOVEMBRE 2017

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

passé selon la procédure adaptée
en vertu de l'article 27
du décret relatif aux Marchés Publics

REALISATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE CENTRALISEE AVEC RESEAU DE CHALEUR A COURCHATON

Commune de COURCHATON

2 rue de la Madeleine
70110 COURCHATON

TOUS CORPS D'ETAT

| | |
|---|----------|
| PREAMBULE | 3 |
| ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| 1-1. OBJET DU MARCHE - EMPLACEMENT..... | 3 |
| 1-2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS | 3 |
| 1-3. INTERVENANTS | 3 |
| 1-4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION..... | 4 |
| 1-5. CONTROLE DES COUTS DE REVIENT..... | 4 |
| 1-6. DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE..... | 5 |
| 2-1. PIECES PARTICULIERES..... | 5 |
| 2-2. PIECES GENERALES | 6 |
| ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES | 6 |
| 3-1. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S) | 6 |
| 3-2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE | 6 |
| 3-3. VARIATION DANS LES PRIX..... | 9 |
| 3-4. MODALITES DE PAIEMENT..... | 9 |
| ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES..... | 10 |
| 4-1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX | 10 |
| 4-2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS..... | 10 |
| 4-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION - PRIMES D'AVANCE | 10 |
| 4-4. PENALITES ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXECUTION | 11 |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE..... | 12 |
| 5-1. RETENUE DE GARANTIE | 12 |
| 5-2. AVANCE FORFAITAIRE..... | 12 |
| 5-3. AVANCE FACULTATIVE | 12 |
| ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS. 12 | |
| 6-1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS | 12 |
| 6-2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS | 13 |
| 6-3. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE. | 13 |
| ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES | 13 |
| 7-1. PIQUETAGE GENERAL | 13 |
| 7-2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES..... | 13 |
| ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX | 14 |
| 8-1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX | 14 |
| 8-2. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES | 14 |
| 8-3. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS..... | 14 |
| 8-4. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES | 15 |
| 8-5. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER | 15 |
| 8-6. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE | 15 |
| ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX..... | 15 |
| 9-1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX..... | 15 |
| 9-2. RECEPTION | 16 |
| 9-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE | 16 |
| 9-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES..... | 16 |
| 9-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION | 16 |
| 9-6. DELAI DE GARANTIE | 16 |
| 9-7. GARANTIES PARTICULIERES..... | 16 |
| 9-8. ASSURANCE DE RESPONSABILITE | 16 |
| ARTICLE 10. RESILIATION | 17 |
| ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... | 17 |

PREAMBULE

Ce marché est conclu en application de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, du Décret n°2016- 360 du 25 mars 2016 et de l'Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1-1. OBJET DU MARCHE - EMBLACEMENT

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : **la réalisation, sur la Commune de COURCHATON, d'une chaufferie biomasse centralisée dans un bâtiment en cours de construction comprenant les équipements thermiques et hydrauliques de l'installation et le raccordement au réseau de distribution de chaleur.**

Lieu de construction de la chaufferie

Rue de la Madeleine 70110 COURCHATON.

Dispositions générales

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque lot.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de COURCHATON jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

L'opération de travaux comporte un lot unique désigné ci-après :

- **Chaufferie**

1-3. INTERVENANTS

1-3.1. Maître d'ouvrage

COMMUNE DE COURCHATON

2 rue de la Madeleine

70110 COURCHATON

☎ / 📠 : 03.84.20.21.57

Courriel: mairie.courchaton@free.fr

Personne responsable du projet : **M. Christian BOYER- Maire**

1-3.2. Assistant à maîtrise d'ouvrage

SIED 70

Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône,

20, avenue des Rives du Lac

70 000 Vaivre-et-Montoille

☎ : 03 84 77 00 04

Courriel : c.chapelle@sied70.fr

Personne responsable du projet : **Mme Céline CHAPELLE**

1-3.3. Maîtrise d'œuvre

BET PETIN-HENRY

60 rue Gérôme

70000 VESOUL

☎ : 03 84 76 37 76

Courriel: contactbet@petin-henry.fr

Personne responsable du projet : **M. Adrien GOEMAERE**

Il est chargé d'une mission comprenant :

- **Les études de projet (PRO) ;**
- **Les dossiers de consultation des entreprises (DCE)**
- **L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;**
- **Le visa des études d'exécution et de synthèse (VISA) ;**
- **La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;**
- **L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR).**

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Sans objet.

1-3.6. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.7. Autres intervenants

Sans objet.

1-4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION

Sans objet.

1-5. CONTROLE DES COUTS DE REVIENT

Sans objet.

1-6. DISPOSITIONS GENERALES

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article R 324-4 du Code du travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à cet article tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employé sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Décret n°2016-360 relatif aux Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

1-6.3. Assurance de responsabilité civile

L'entreprise garantit au maître d'ouvrage que durant le présent marché, elle est titulaire d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pour des dommages corporels ou matériels causés au tiers du fait de l'exécution de son travail.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2-1. PIECES PARTICULIERES

Lors de la phase de réception des offres :

- l'Acte d'engagement (A.E.),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- la Décomposition du Prix Forfaitaire et Globale (DPFG),
- le Planning prévisionnel d'exécution,
- un Mémoire technique méthodologique.

Le Devis Quantitatifs Estimatifs (DQE) ou la Décomposition du Prix Forfaitaire et Globale (DPFG) n'a de valeur contractuelle que :

- d'une part, en ce qui concerne l'appréciation de la valeur des ouvrages exécutés, nécessaires au paiement des acomptes,
- d'autre part, en ce qui concerne l'application des prix unitaires aux travaux éventuels en plus ou en moins pour ouvrage supplémentaire ou supprimé à la suite de modifications dûment commandé par le maître d'ouvrage
- et éventuellement pour les compléments d'information, produits, descriptifs et localisations exigés.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, c'est l'Acte d'engagement qui prévaudra, suivi des pièces énumérées ci-dessus, dans l'ordre décroissant.

2-2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- le CCAG-2009 applicable aux marchés publics de travaux, publié au JO du 1er octobre 2009

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)

Sans objet.

3-2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

3-2.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA.

3-2.2. Prestations gratuites

Outre les facilités éventuelles dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application d'un prix global forfaitaire.

3-2.4. Sous détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

3-2.5. Travaux en régie

Sans objet.

3-2.6. Modalités du règlement des comptes du marché

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13 du CCAG – Travaux 2009.

3-2.7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à **30 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le maître d'œuvre.

3-2.8. Approvisionnements

Sans objet.

3-2.9. Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 10-1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

A. Dépenses d'équipement de chantier

A.1. Prestations extérieures aux bâtiments

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés existants et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, installations de chantier, installations de repli des installations, sont à la charge du **lot Chaufferie**.

Ces dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

A.2. Equipement des bâtiments proprement dits

A.2.1. Cas général

Les installations existantes sont réputées utilisables.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées, chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestation relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

La mise en place, l'entretien et le repliement des sanitaires sont à la charge du **lot Chaufferie**.

L'accueil des entreprises et l'organisation des réunions de chantier se dérouleront dans un local à la charge du **Maitre d'Ouvrage**.

A.2.2. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier

Les dispositifs de sécurité collective sont à mettre en œuvre.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque, dans la limite des calendriers contractuels.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

A.3. Entretien

A.3.1. Installations existantes, mises à disposition des entreprises

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont portées au débit du compte prorata, si celui-ci s'avérerait nécessaire.

A.3.2. Installations provisoires mises en place par les entreprises

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1. et A.2. ci-dessus, est effectué et pris en charge par l'entreprise qui les a réalisées.

B. Dépenses de fonctionnement

B.1. Dépenses de consommation

B.1.1. Dépenses réalisées à partir des installations existantes mises à la disposition des entreprises par le maître de l'ouvrage.

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies nécessaires aux installations de chantier sont portées au débit du compte prorata, si celui-ci s'avérerait nécessaire.

B.1.2. Dépenses réalisées à partir des installations provisoires mises en place par les entreprises

Les consommations téléphoniques sont mises à la charge des entreprises utilisatrices.

Les dépenses de fluides et d'énergies nécessaires aux épreuves ou essais sont facturées à l'entrepreneur du lot qui a fait l'objet des épreuves ou essais.

Les autres dépenses sont portées au débit du compte prorata, si celui-ci s'avérait nécessaire.

B.2. Dépenses d'exploitation

Ces dépenses (essentiellement nettoyage du bureau de chantier, des installations communes d'hygiène, réparation ou remplacement de fournitures ou parties d'ouvrage détériorées ou détournées lorsque le responsable ne peut être déterminé, gardiennage, etc.) sont portées au débit du compte prorata, si celui-ci s'avérait nécessaire.

B.3. Prestations diverses

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état sont exécutés ou pris en charge par chaque entrepreneur des divers corps d'état intéressés.

Chaque entrepreneur a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur ;

L'entrepreneur titulaire du **lot Chaufferie** assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier, conformément à la législation en vigueur ;

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire à la bonne exécution des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître de l'ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés.

C. Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par les dispositions qui précèdent, ainsi que les frais de stockages temporaires, d'évacuation et d'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, pourront être inscrites, après discussion et accord à la première réunion de chantier, à un compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les entrepreneurs.

Dans ce cas, c'est l'entrepreneur titulaire du **lot Chaufferie** qui procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa ; mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3-3. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Type de variation des prix et modalités

Les prix sont fermes.

3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3-4. MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire joint au projet de décompte la demande de paiement de chaque sous-traitant concerné revêtue de son acceptation ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

De plus, dans le cas de groupement, cette demande de paiement doit être visée par le mandataire du groupement.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution global est précisé à l'article 3.6. du Règlement de Consultation.

Le délai d'exécution global commence à la notification du marché, il comprend la période de préparation définies à l'article 8.1 et le délai d'exécution de travaux.

Le délai d'exécution de travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'œuvre, en concertation avec l'AMO et l'entreprise titulaire.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entreprise titulaire, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution (en particulier en cas d'intempéries).

4-1.3. Horaires

Les prestations sont en principe exécutables du lundi au vendredi inclus sauf les jours fériés.

Elles peuvent être exceptionnellement exécutées le samedi, après accord du maître d'ouvrage, notamment en cas de force majeure ou de quantité importante de travail.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les horaires à tout moment en fonction des impératifs liés à des manifestations ou toute autre raison sans que le prestataire puisse prétendre à une indemnité.

4-2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS

Les stipulations du CCAG sont normalement applicables.

Néanmoins, en cas d'intempéries, pour des raisons de sécurité, de protection des supports ou de qualité des prestations, le maître d'ouvrage peut suspendre les opérations sans que l'entreprise ne puisse prétendre à une indemnité ou une rémunération. Les opérations de nettoyage ou de traitement devront être reportées sur les semaines suivantes.

4-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION - PRIMES D'AVANCE

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Le montant des pénalités est fixé à **150 € par jour de retard ou de non intervention**.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. PENALITES ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXECUTION

Les dispositions du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution dont :

4-4.1. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation et fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

4-4.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard imputable au titulaire dans le repliement de chantier ou la remise en état des lieux, il est appliqué une pénalité journalière fixée à 50,00 €.

4-4.3. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- **le dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;**
- **les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;**
- **le PV de VCI et les carnets métrologiques des compteurs de calories ;**
- **les plans et autres documents conformes à l'exécution, en version papier et informatisée.**

En cas de retard pour la remise de ces documents, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les **compte-rendus de chantier valent convocation.**

Les rendez-vous de chantier sont fixés par l'AMO et le maître d'œuvre.

En cas d'absence ou de retard excessif à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100,00 € pour absence ou retard constaté par le maître d'œuvre.

4-4.5. Autres pénalités diverses

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5-2. AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire est calculée dans les conditions de l'article 110 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Elle est égale à 5% des montants des marchés supérieurs à 50 000 €.

5-3. AVANCE FACULTATIVE

Sans objet.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

6-2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-2.1. Le CCTP définit

Les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-2.2. Le CCTP précise

Quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

La vérification quantitative et qualitative de l'exécution des prestations sera effectuée par le maître d'œuvre, le mandataire et le maître d'ouvrage, qui se réservent la possibilité de réaliser des contrôles inopinés en cours de réalisation des prestations.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage pourra prononcer une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement de la prestation, l'entreprise devra intervenir dans un délai d'une semaine.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que la prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché et qu'elle ne peut être admise en l'état, il prononce une décision de rejet après avoir entendu l'entreprise.

La prestation rejetée fera l'objet d'une minoration de prix au prorata du temps passé sur cette intervention sur la base du compte rendu d'intervention et du prix unitaire de la position du détail estimatif.

6-3. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE.

Sans objet.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. PIQUETAGE GENERAL

Aucune stipulation particulière.

7-2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution, qui est de **1 mois**.
Il est procédé, au cours de cette période aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :

Elaboration, après consultation de l'entreprise du calendrier détaillé d'exécution.

8-2. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le **titulaire** et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **10 jours** après leur réception.

8-3. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

8-3.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Aucune stipulation particulière.

8-3.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Aucune stipulation particulière.

8-3.3. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont mises en place en application des dispositions du Code du Travail.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Aucune stipulation particulière.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

Aucune stipulation particulière.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8-3.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Le titulaire mettra, sur demande du maître d'œuvre, le personnel nécessaire pour la police de la circulation aux abords des chantiers.

Le titulaire doit informer par écrit les services compétents, au moins cinq jours à l'avance, de la date de commencement des travaux en mentionnant, s'il y a lieu, le caractère mobile du chantier.

Le titulaire doit, dans les mêmes formes et délai, informer les services compétents du repliement ou du déplacement du chantier.

8-3.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Aucune stipulation particulière

8-3.6. Démolition de constructions

Aucune stipulation particulière.

8-3.7. Emploi d'explosifs

Aucune stipulation particulière.

8-4. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

Aucune stipulation particulière.

8-5. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

L'ensemble des déchets créés par les travaux objet du marché seront mis en décharge publique. Chaque entrepreneur a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur.

8-6. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

Sans objet.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées et les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP seront assurés par le titulaire de chaque lot sur le chantier ou en interne à l'entreprise.

Les résultats des contrôles internes et externes sont à transmettre au maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours après exécution.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

9.2. RECEPTION

9-2.1. Réception des ouvrages

Aucune stipulation particulière.

9-2.2. Réceptions partielles

Sans objet.

9-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE

Sans objet.

9-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- **le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;**
- **les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages** établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- **les plans et autres documents conformes à l'exécution**, pliés au format normalisé A 4.

9-6. DELAI DE GARANTIE

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet.

9-8. ASSURANCE DE RESPONSABILITE

9-8.1. Assurance de responsabilité

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants doivent justifier auprès du maître d'œuvre qu'ils sont titulaires :

- d'une **assurance garantissant les tiers** en cas d'accident ou de dommage causés par l'exécution des travaux ;
- d'une **assurance couvrant les conséquences pécuniaires d'une destruction des ouvrages avant réception** ;
- pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'**assurance de responsabilité décennale**,

au moyen d'une attestation en cours de validité portant la mention de l'étendue de la responsabilité garantie.

9-8.2. Assurance des travaux

- **Tous risques chantiers :**

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de police d'assurance Tous Risques Chantier.

- **Assurance Dommages-Ouvrage :**

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de police d'assurance Dommages-Ouvrage pour ce chantier.

ARTICLE 10. RESILIATION

En cas de résiliation en cours de travaux, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles selon l'application de l'article 47.2 du CCAG-travaux.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles 4-3.1., 4-4.3, 4-4.4 ,8.1 et 9.2.1 sont dérogatoires aux articles CCAG-travaux.

A COURCHATON,
le 09/11/17



Le Maire,
M. Christian BOYER

Vu et approuvé le présent CCAP, établi par la
Commune de COURCHATON,

Pour être joint à mon acte d'engagement

A, le

L'entrepreneur